

## Newsletter n° 8 – 30 juin 2008

---

### **Mardi 1er juillet : une nouvelle version du plan stratégique sera présentée au CA du CNRS**

Demain mardi 1er juillet, le CA du CNRS est convoqué à 8h. Sera présenté un plan stratégique revu, qui prend en compte l'ouverture esquissée par Valérie Pécresse le 26 juin devant les syndicats et les associations, notamment pour ce qui concerne le devenir de disciplines menacées d'être exclues du "nouveau" CNRS (SHS, SDV, informatique). La mobilisation de ces derniers temps (le 19 juin notamment : <http://www.sauvonsluniversite.com/spip.php?article529>) <<http://www.sauvonsluniversite.com/spip.php?article529>> a permis le suspens partiel, pour le moment du moins, du démantèlement du CNRS. Restent les refus explicites de Valérie Pécresse en matière de postes statutaires et de rééquilibrage des budgets de l'ANR (moins d'argent pour les projets à court terme, plus pour les crédits de base des laboratoires : <http://www.sauvonsluniversite.com/spip.php?article540>) <<http://www.sauvonsluniversite.com/spip.php?article540>>. Reste que la question du CNRS est un élément dans un ensemble de mesures, et de manières de les mettre en œuvre (ni concertation, ni collégialité dans la "nouvelle université", ni élection à l'ANR, à l'AERES), qui sont inacceptables.

C'est pourquoi nous appelons, avec l'intersyndicale et SLR, à venir très nombreux à 9h30 mardi au siège du CNRS (rue Michel Ange pour les parisiens, devant les délégations en région) afin de montrer que notre vigilance ne s'arrête pas avec l'été. Il faut se rassembler pour faire entendre nos demandes et témoigner en acte, en ce début de vacances, de notre engagement pour l'Enseignement Supérieur et la Recherche (<http://www.sauvonslarecherche.fr/spip.php?article1990>) <<http://www.sauvonslarecherche.fr/spip.php?article1990>>.

Texte de l'intersyndicale : dimanche 29 juin 2008

### **Le démantèlement du CNRS est suspendu, mais les menaces persistent.**

La forte mobilisation du 19 juin de la communauté scientifique et universitaire ainsi que le blocage du Conseil d'administration, ont permis aux organisations syndicales et aux associations de la recherche

et de l'université, reçues le 26 juin 2008, d'obtenir de la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche l'arrêt, dans l'immédiat, du démantèlement du CNRS et a ouvert la possibilité d'une nouvelle rédaction du plan stratégique « Horizon 2020 ».

Par rapport à la version du 13 juin du plan stratégique, le nouveau texte prend en considération le maintien de toutes les disciplines au CNRS à égalité de traitement, la responsabilité entière de la direction de l'organisme dans la création de toute nouvelle structure et la répartition de leurs moyens, la constitution de conseils scientifiques composés pour partie d'élus, la mission de coordination avec des établissements partenaires du même champ disciplinaire. Toutefois nous dénonçons la précipitation avec laquelle le vote du Conseil d'administration est organisé sur un projet de texte porté à sa connaissance moins de deux jours à l'avance.

La réorganisation concrète du CNRS, prévue pour l'automne ne saurait être adoptée dans l'urgence. Les menaces persistent. Cette réorganisation devra être négociée avec les organisations syndicales représentatives et soumise aux instances statutaires (Conseil scientifique et Comité technique paritaire) du CNRS avant d'être votée par le Conseil d'administration de l'organisme.

Les problèmes de l'ensemble de la recherche et de l'enseignement supérieur ne peuvent trouver de solution sans moyens financiers. Or la ministre a refusé de s'engager sur des créations d'emploi de titulaires et même sur le renouvellement des emplois actuels. Elle continue à réduire les possibilités de mise en œuvre d'une stratégie scientifique indépendante du pouvoir politique pour les organismes et pour les universités, notamment en privilégiant le financement par projets de l'ANR.

Pour toutes ces raisons, pour protester contre le vote en urgence du plan stratégique et exiger que la nouvelle organisation du CNRS soit largement débattue à l'automne 2008. Les organisations soussignées appellent les personnels à rester vigilants et à se rassembler le mardi 1er juillet, à 9h30, au siège du CNRS et devant les délégations en régions

Elles appellent la communauté scientifique à élargir sa mobilisation par des votes de motions dans les conseils, la signature et la diffusion de l'appel « Nous nous engageons pour la recherche et l'enseignement supérieur », des rencontres avec les élus pour exiger :

- le transfert de moyens de l'Agence nationale de la recherche vers les organismes de recherche et les universités dès le budget 2009,
- la création de postes de titulaires pour la recherche et l'enseignement supérieur dès le budget 2009,

- la discussion, avec les organisation syndicales, d'un plan pluriannuel de créations d'emplois,

- le respect d'un fonctionnement collégial et démocratique des établissements.

Elles lancent la concertation pour mettre en œuvre le refus de participation aux expertises de l'ANR et de l'AERES.

Le 29 juin 2008

Signataires : SNCS-FSU, SNESUP-FSU, SNTRS-CGT, SGEN-CFDT-Recherche-EPST, SNPTES-UNSA, SLU, SLR